



Groupe thématique « sécurité » : lettre d'information n°4, juillet 2020.

Au mois d'août, le groupe Sécurité prend des vacances.

Lancé au mois d'avril 2020, le groupe *Sécurité* n'aura pas chômé depuis son lancement. Au-delà de la lettre d'information réalisée chaque mois depuis avril pour vous tenir informés de l'actualité en matière de sécurité et pour renforcer notre *culture* en la matière, nous avons également eu la chance de réaliser deux entretiens, l'un avec le lieutenant-colonel RIQUIER sur les enjeux de la sécurité civile, l'autre avec l'ancien préfet Michel AUBOUIN sur les enjeux relatifs à la sécurité intérieure. D'autres suivront.

Nous sommes très heureux de voir que le sujet vous intéresse : en témoignent les nombreux messages reçus de votre part. Désormais, nous prenons quelques vacances afin de revenir en forme au mois de septembre.

Bonnes vacances à tous,

Le groupe thématique Sécurité

ACTUALITÉ « TERRITORIALE »

Gouvernement Castex : les priorités gouvernementales en matière de sécurité concernant les collectivités territoriales et leur groupement

Jean Castex sonne la mobilisation contre la *délinquance du quotidien*

Le nouveau Premier ministre a détaillé ses priorités en matière de sécurité le 15 juillet dernier lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale. Jean Castex est d'abord revenu sur les incidents quotidiens que subissent non seulement les forces de l'ordre, pompiers mais plus largement les Français, parlant de « *faits inacceptables qui exaspèrent les Français et qui appellent une réponse de l'Etat ferme et sans complaisance* ». Par ailleurs, un projet de loi contre les séparatismes est en cours de préparation. Le Premier ministre a ainsi affirmé vouloir défendre « *avec intransigeance* » la laïcité. Pour rappel, en novembre dernier, le Ministre de l'Intérieur avait chargé les préfets de placer la lutte contre l'islamisme et le repli communautaire au cœur de leur mission. Enfin, Jean Castex a également évoqué la généralisation des caméras-piétons pour les policiers et gendarmes d'ici la fin du quinquennat. Ce dispositif avait été pérennisé pour les polices municipales par la loi du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

<https://www.lagazettedescommunes.com/688664/jean-castex-sonne-la-mobilisation-contre-la-delinquance-du-quotidien/>



Sécurité locale : les dossiers chauds de Gérard Darmanin

Le Livre blanc sur la sécurité intérieure, document stratégique en cours de préparation depuis l'automne dernier, devrait être bientôt présenté par le Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. Son but est « *d'identifier tous les enjeux de demain, les menaces du 21^{ème} siècle, de prendre en compte les grandes mutations de la société française* » et a pour but de donner corps à la notion de continuum de sécurité en associant mieux « les partenaires du Ministère de l'Intérieur – polices municipales, sociétés de sécurité privée, services d'incendie et de secours, associations agréées de sécurité civile, à l'élaboration des réponses de sécurité ». Le chantier en suspens de la police de sécurité du quotidien (PSQ) devrait par ailleurs revenir sur la table. De même que la relance de la prévention de la délinquance : attendue depuis 2017, la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance, qui accorde une place centrale aux élus locaux, avait été mise en ligne en février dernier avant d'être retirée puis de réapparaître récemment sans qu'aucune communication n'ait été faite. Enfin, le Ministre de l'Intérieur, également Ministre des cultes, a également précisé : « *En République, la liberté de conscience et de croyance doit être ardemment défendue mais jamais la foi ne doit être au-dessus de la loi. Nous devons être intraitable avec ce que le Président de la République a qualifié de séparatisme et nous devons combattre de toute nos forces l'islam politique qui attaque la République* ». Une manière de rappeler que les enjeux relatifs au terrorisme, à l'islamisme mais également à la citoyenneté seront au cœur de ses préoccupations !

<https://www.lagazettedescommunes.com/687623/securite-locale-les-dossiers-chauds-de-gerald-darmanin/>

Continuum de sécurité et gouvernance locale de la sécurité

Partenariat local de sécurité : un audit lancé par les députés avec une *mission flash*.

La Commission des lois de l'Assemblée nationale a lancé début juillet une *mission flash* sur l'évolution et la refondation des conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD) qui devrait rendre ses conclusions en octobre prochain. Créés en 2002, ces conseils locaux réunissent en principe l'ensemble des acteurs locaux de sécurité autour du maire ou du président d'EPCI et sont destinés à améliorer la gouvernance locale en matière de sécurité. Au nombre de 891 en 2015, ils étaient 1 048 CLSPD et CISPD au 31 décembre 2018. L'occasion pour les députés d'en dresser le bilan pour les améliorer et partager les bonnes pratiques.

<https://www.lagazettedescommunes.com/687824/parteneriat-local-de-securite-les-deputes-lacent-un-audit/>

Thibault de Montbrial, avocat pénaliste et président du Centre de Réflexion de la Sécurité Intérieure (CRSI), revient dans un entretien vidéo sur les principaux enjeux sécuritaires auxquels est confrontée la France aujourd'hui et prône la mise en place d'un véritable *continuum de sécurité*.

Thibault de Montbrial revient tout d'abord sur le défi protéiforme auquel est confrontée la France en matière de sécurité intérieure : montée des radicalités, notamment politiques, communautarisme islamique et séparatisme, délinquance, ensauvagement d'une partie de la société française, etc. Pour répondre à ce défi, Thibault de Montbrial prône la mise en place d'un véritable *continuum de sécurité*. Il propose notamment le renforcement de la réserve opérationnelle, dans la police comme dans la gendarmerie, une utilisation accrue des moyens



de sécurité privée pour la protection de certaines infrastructures (centres commerciaux, points d'importance vitale notamment). Il prône par ailleurs le renforcement des missions des polices municipales dont la place au sein du *continuum* devrait être revue. Enfin, considérant que la sécurité est l'affaire de tous et pas seulement de l'État, il s'interroge sur la place du citoyen dans cette architecture globale.

<https://www.crsi-paris.fr/actualites/agora-news-securite-continuum-avec-thibault-de-montbrial>

RH - Radicalisation dans la fonction publique

Retour sur une publication de la DGAFP : le Guide de prévention de la radicalisation dans la fonction publique. Quels outils statutaires de prévention et d'action ?

Un guide de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) recense les outils statutaires de prévention et d'action à la disposition d'un employeur public. Parmi eux : sanctions disciplinaires, mutations, fins de fonction, suspension...

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/coll_outils_de_la_GRH/guide-prevention-radicalisation.pdf

Vidéoprotection et caméras-piétons

Caméras-piétons : les forces de l'ordre pourraient bénéficier des retours d'expérience des polices municipales selon Cédric Renaud, président de l'Association nationale des cadres territoriaux de sécurité (ANCTS) et directeur de la police municipale à Saint-Etienne (Loire).

Alors que le Président de la République a annoncé le 14 juillet la généralisation des caméras-piétons pour les forces de l'ordre à horizon 2022, celles-ci ont fait l'objet d'une expérimentation par les polices municipales avant que le dispositif ne soit ensuite pérennisé.

Policiers, gendarmes et policiers municipaux sont souvent réticents à utiliser de tels dispositifs vus comme constituant un *flicage* voire une présomption de suspicion vis-à-vis d'eux. Néanmoins, ceux-ci peuvent constituer une protection pour les forces de l'ordre et les agents territoriaux, notamment à une époque où leurs interventions sont souvent filmés par des tiers - parfois partiels ou malintentionnés. Au niveau communal, la mise en place d'un tel dispositif nécessite un dialogue entre le maire, le directeur de la PM et les agents pour qu'elle soit efficace. Des formations peuvent également compléter leur mise en œuvre.

<https://www.lagazettedescommunes.com/688830/cameras-pietons-les-forces-de-lordre-pourraient-beneficier-de-l'experience-des-polices-municipales/>

Vidéoprotection : à Marseille, la régie des transports métropolitains va plus loin que l'image

Les bus et métros marseillais sont placés sous vidéoprotection avec enregistrement vidéo et sonore d'ambiance. Contrairement aux caméras déployées dans des installations fixes (stations, quais), celles-ci ne peuvent pas être visionnées en temps réel. Leurs données sont stockées localement, conservées 3 à 4 jours voire jusqu'à un mois - alors sur un serveur dédié - dans le cadre d'enquêtes. Au total, la régie des transports métropolitains (RTM) se compose de 4 790 caméras (3 545 pour les matériels roulants, 1 245 en fixe), ce qui en fait le premier



opérateur vidéo de PACA. La régie réalise actuellement une analyse d'impact qui sera transmise à la CNIL en 2021.

<https://www.lagazettedescommunes.com/687222/videoprotection-la-regie-des-transport-marseillais-va-plus-loin-que-limage/>

Cybersécurité

Menaces informatiques et pratiques de sécurité en France : le rapport 2020 du Clusif est sorti !

Le Club de la sécurité de l'information français (Clusif), association indépendante de professionnels de la sécurité de l'information, a publié le 30 juin 2020 son étude sur les menaces informatiques et pratiques de sécurité (MIPS) : les collectivités territoriales faisant tous les deux ans l'objet d'un focus particulier.

<https://clusif.fr/publications/etudes-menaces-informatiques-et-pratiques-de-securite-collectivites-territoriales-edition-2020-mips-2020/>

Sécurité civile

Le décret revalorisant la prime de feu des sapeurs-pompiers est signé. Certains départements embayent tout en soulignant une méthode menée par l'État jugée inacceptable.

Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a annoncé le 16 juillet avoir signé le décret revalorisant la prime de feu des sapeurs-pompiers de 19 à 25%, une évolution qui représentera un gain mensuel net d'environ cent euros par agent. Reste désormais aux départements à mettre en place cette évolution. Le débat n'est en effet pas clos : la revalorisation de la prime de feu représente au global une charge supplémentaire de 80 millions d'euros pour les départements, principaux financeurs des SDIS. Ceux-ci souhaiteraient que l'État participe à la prise en charge du surcoût.

<https://www.lagazettedescommunes.com/688977/sapeurs-pompiers-le-decret-revalorisant-la-prime-de-feu-enfin-signe/>

Les festivités du 14 juillet émaillées de nombreux incidents parmi lesquels de nombreuses agressions de sapeurs-pompiers d'une gravité extrême.

A Etampes, dans la soirée du 14 juillet, des pompiers ont été attirés dans un guet-apens : l'un d'entre eux a été visé avec une carabine 22-LR et touché à la jambe. A Vaulx-en-Velin, c'est une bombonne de gaz qui avait été placée au niveau du siège conducteur d'un véhicule qui a ensuite pris feu. Une information confirmée par les services du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) qui évoque « *une violence inouïe, une volonté manifeste de faire mal* ».

<https://www.lyonmag.com/article/109143/pres-de-lyon-une-bouteille-de-gaz-dans-une-voiture-en-feu-le-14-juillet>



SÉCURITÉ INTÉRIEURE : CÔTÉ ÉTAT

Radicalisation islamiste

« Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble ». Jeudi 9 juillet 2020, Nathalie DELATTRE, présidente, et Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, rapporteure, ont présenté le rapport de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre.

Créée le 14 novembre 2019 à l'initiative du groupe Les Républicains, la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre a conduit ses travaux pendant huit mois. Elle a organisé 58 heures de réunions, entendant 67 personnes, hommes et femmes du milieu associatif, chercheurs, acteurs institutionnels et responsables politiques dont le ministre de l'intérieur, le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, la ministre des sports et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. À l'issue de ses travaux la commission entend présenter un constat sur la réalité de la radicalisation islamiste dans notre pays et les mesures juridiques et politiques qui doivent permettre de lutter contre ce phénomène qui vise à soumettre une partie de la population à des normes prétendument religieuses et à la séparer du reste de la Nation. Elle formule à cette fin des propositions destinée à doter les pouvoirs publics des outils nécessaires à son action, à renforcer l'information de tous les acteurs, à mettre en cohérence leur action et à protéger les enfants et les jeunes contre le radicalisme que ce soit dans l'éducation, dans leurs activités associatives et dans le sport. Note de synthèse ([lien](#)), tome I du rapport ([lien](#)), tome II du rapport ([lien](#)) et page associée sur le site du Sénat ([lien](#)).

Ministère de l'Intérieur

La délégation aux coopérations de sécurité, dédiée entre autres aux polices municipales, change de nom et de périmètre et devient la délégation ministérielle aux partenariats, aux stratégies, aux innovations de (cyber) sécurité (DPSIS). Rattachée au secrétariat général du ministère de l'Intérieur et pilotée par le préfet Olivier de Mazières, cette nouvelle structure acte la fusion des deux délégations créées lors du quinquennat précédent, consacrées aux coopérations de sécurité (DCS) et aux industries de sécurité. *« Concrètement, la nouvelle structure, forte de vingt personnels, sera organisée en trois pôles. Le premier, qui concerne les partenariats de sécurité, sera chargé "de structurer et amplifier le continuum de sécurité" entre l'Etat, les maires et la sécurité privée. Le second pôle est relatif aux innovations et technologies de sécurité, tandis que le troisième pôle sera consacré à la lutte contre les cybermenaces. »* rapporte la Gazette des Communes. <https://www.lagazettedescommunes.com/687983/les-contours-de-la-nouvelle-delegation-dediee-aux-polices-municipales/>



La Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) est désormais rattachée au Ministère de l'Intérieur.

Un décret du 15 juillet modifie les dispositions du décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) : il rattache la mission à l'autorité du secrétaire général du comité interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation au sein du ministère de l'intérieur.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=74C59995C12A9FFEA0047DD08D636CC5.tplqfr34s_2?cidTexte=JORFTEXT000042118217&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000042118125

Nominations

Frédéric ROSE, secrétaire général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR), a été nommé directeur de cabinet de la ministre déléguée en charge de la citoyenneté, Marlène Schiappa. Au programme, notamment : le projet de loi contre les séparatismes voulu par le Premier ministre.

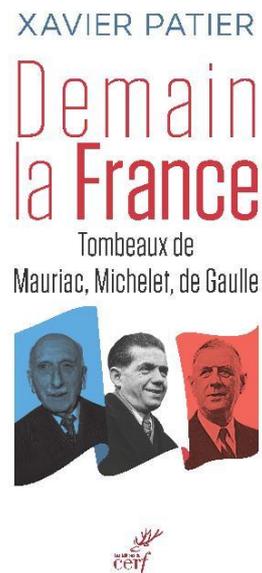
Neuf mois après sa nomination à la tête du secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, Frédéric ROSE vient d'être nommé directeur de cabinet de la nouvelle ministre déléguée à l'Intérieur, en charge de la citoyenneté, Marlène Schiappa. En prenant la tête du cabinet de Marlène Schiappa, dont le périmètre ministériel devrait s'étendre à la défense de la laïcité et à la lutte contre le communautarisme, il sera en prise directe avec le projet de loi sur les séparatismes annoncé le 15 juillet par le Premier ministre Jean Castex, lors de sa déclaration de politique générale.

<https://www.lagazettedescommunes.com/688765/delinquance-et-radicalisation-le-prefet-frederic-rose-rejoint-marlene-schiappa/>

INFORMATIONS DIVERSES

Lectures

Demain La France: Tombeaux de Mauriac, Michelet et De Gaulle - Xavier PATIER - DGS Loir-et-Cher



1970. Le 1er septembre meurt François Mauriac, la voix du catholicisme engagé. Le 9 octobre décède Edmond Michelet, la figure de la Résistance chevaleresque. Le 9 novembre s'éteint Charles de Gaulle, l'icône de la France éternelle. Âgé de douze ans, l'adolescent Xavier Patier vit en direct ces événements nationaux qui sont pour lui, en raison des liens du sang, d'abord des drames familiaux.

2020. L'écrivain Xavier Patier se souvient. Un demi-siècle a passé, et cette séquence funèbre a inauguré une crise historique des trois vertus théologiques. La foi de Mauriac a cédé la place à la tentation identitaire. La charité de Michelet, à la confusion émeutière. L'espérance de De Gaulle, au culte décliniste. Ce que je crois a tourné à " D'où suis-je ? ". Contre la guerre civile, à " Vive l'incivilité ! " Et les Mémoires d'espoir, à " La France qui dévisse ". Les élites ont dès lors beau jeu d'incriminer le populisme. Le désarroi est là.

Et si aller de l'avant nécessitait de regarder en arrière ? Conjuguant au futur la remémoration du passé, Xavier Patier ouvre aujourd'hui les tombeaux qu'il a vu hier se fermer, afin que nous nous rouvrions aux vertus qu'ils recèlent et qui, elles, ne sauraient mourir.

Une exhortation à l'amour du pays entrelaçant une chronique intime et une méditation historique, servies par une écriture d'exception.



Lieutenant-colonel Olivier RIQUIER, *Unis pour ne pas subir* : un livre témoignage pour raconter l'intervention des pompiers lors de l'attentat de Nice



Le 14 juillet 2016 restera à tout jamais gravé dans sa mémoire. Le soir de l'attentat de Nice le lieutenant-colonel Olivier Riquier est le commandant des opérations de secours. Pour laisser une trace écrite de cette intervention il a écrit le livre : "Unis pour ne pas subir".

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/nice/unis-ne-pas-subir-livre-temoignage-raconter-intervention-pompiers-lors-attentat-nice-1854648.html>